Avancement d'échelon 2020

Déclaration des élus SNES – SNESUP / FSU

Cette CAPA s'ouvre dans un contexte d'attaques sans précédent contre nos métiers, contre les personnels, contre les organisations syndicales et leurs représentants et contre le paritarisme, conçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en un temps où le gouvernement de l'époque voulait protéger le fonctionnaire de l'arbitraire et éviter l'instrumentalisation de l'administration par un pouvoir politique quelconque. Un temps où l'on construisait la démocratie sociale pour revivifier la République et où on ne l'opposait pas à la démocratie politique. C'est cette démocratie sociale que nous continuerons à porter par nos mobilisations, dans la rue, et au moyen de notre représentativité en toutes circonstances.

Ainsi, pour la dernière fois, le tableau d'avancement d'échelon est étudié de manière paritaire entre les représentants élus des personnels et les représentants désignés de l'administration. Dorénavant, et par la seule volonté de ce gouvernement, la carrière, les promotions et la mobilité des agents ne seront plus étudiées par les commissions paritaires. La transparence laissera place à l'opacité et à l'arbitraire avec toutes ses dérives possibles. Les conséquences seront terribles pour nos collègues qui l'ont déjà bien compris si l'on en croit leurs nombreux mails à notre intention suite aux résultats de la phase intra des mutations. Cela accentuera les pressions, la concurrence et renforcera à termes la souffrance et le stress au travail.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement et le Ministre de l'éducation nationale ont laissé se déchaîner une campagne médiatique et politique de dénigrement et de calomnie envers les enseignants. On aurait pu attendre du chef de l'État une parole de reconnaissance du travail accompli pendant toute la période de confinement mais celle-ci n'est malheureusement pas venue. Le service public d'éducation a pourtant tenu pendant cette période difficile grâce à l'investissement et au professionnalisme des personnels qui ont cherché par tous les moyens à maintenir un lien à distance avec les élèves, et ce en dépit des nombreuses difficultés auxquelles ils ont été confrontés, d'un flou permanent, d'injonctions contradictoires à répétition et malgré le manque de formation. Il n'est pas étonnant dans ce contexte que les personnels soient épuisés mais aussi écœurés.

La réaction très tardive du ministre de l'Education, sous la pression des organisations syndicales, a permis durant ce laps de temps de détourner habilement le mécontentement des parents sur les conditions de reprise de leur(s) enfant(s) envers les enseignants. L'accélération du déconfinement a imposé un nouveau protocole tout aussi difficile à appliquer que le précédent. L'annonce du retour des élèves dans les écoles et les collèges, à deux semaines de la fin de l'année scolaire, « de manière obligatoire », s'est faite à nouveau sans tenir compte des impératifs d'organisation pratique et pédagogique. Beaucoup trop tardive et inopérante pour une bonne partie des élèves, dont ceux les plus éloignés du système scolaire, elle a mis une nouvelle fois les équipes sous tension. Que des académies pensent « récompenser » aujourd'hui les enseignant.es par des « open badges » est un mépris supplémentaire vis-à-vis de l'engagement des personnels.

Cette période inédite de travail à distance a été aussi l'occasion pour le ministre d'annoncer sans aucune concertation le dispositif « Sport, Santé, Culture, Civisme » (2S2C), dont les finalités sont peu claires au regard des enseignements culturels et sportifs déjà existants. Pour le SNES-FSU, ce dispositif 2S2C ne peut être que transitoire et se limiter à cette période de déconfinement. Il ne saurait préfigurer un quelconque projet éducatif laissant au volontariat des familles et aux associations, la formation sportive, de santé, culturelle et civique des élèves. L'enseignement des disciplines artistiques, sportives, la

construction de l'esprit critique sont indispensables pour tous les jeunes, répondent à des finalités et des pratiques qui ne peuvent se confondre avec ce qui relève du périscolaire.

Autre preuve, s'il en fallait, du double discours ministériel et de sa politique du bâton sans la carotte : l'application de l'arrêt Omont, y compris dans notre académie, pour les personnels s'étant massivement et légitimement mobilisés contre la réforme des retraites. Ainsi, en plus d'être les grands perdants de cette réforme et de voir une baisse drastique de leurs pensions, ces enseignants vont avoir la désagréable surprise de toucher jusqu'à 600 euros en moins les mois de juillet et d'août prochain. C'est sans doute une manière de récompenser les agents pour leur engagement pendant la crise sanitaire. Finalement, le monde « d'après » ressemble étrangement au monde « d'avant ». En pire. Honteux !

Le lien social fragilisé pendant le confinement et l'aggravation des inégalités exigent dès la rentrée 2020 un renforcement du service public d'éducation, dans l'immédiat des moyens supplémentaires, des possibilités de travail en groupes, des équipes pluri-professionnelles, un aménagement des programmes, l'abandon de mesures liées aux réformes du lycée et du baccalauréat, à moyen terme un plan de programmation des emplois et des recrutements, une autre réforme du lycée et du baccalauréat. Des mesures sociales doivent aussi être prises de toute urgence comme par exemple l'augmentation significative des fonds sociaux et des bourses.

La crise économique qui se dessine est d'une ampleur inconnue depuis au moins la crise des années 1930. L'Éducation est une des clés pour limiter les effets de la crise pour les jeunes, tout comme le renforcement des services publics afin qu'ils puissent jouer le rôle d'amortisseurs sociaux. Un vaste plan de relance par la dépense publique est incontournable à la fois pour limiter les effets de la crise économique et faire en sorte d'en sortir le plus rapidement possible par la construction d'un nouveau modèle social, environnemental et économique. Le SNES et l'ensemble des syndicats de la FSU, avec les personnels, avec les forces syndicales progressistes, continueront à s'opposer à toutes les politiques de régression et de répression sociales !

Pour ce qui est de l'ordre du jour, dans l'attente d'une véritable revalorisation nécessaire, nombre de nos collègues attendent une promotion aujourd'hui afin d'obtenir une légère hausse de salaire dans un contexte d'austérité et de gel du point d'indice. Beaucoup d'entre eux seront une nouvelle fois déçus car, malgré une valeur professionnelle qui n'est pas à remettre en cause, ils devront encore attendre avant de voir leur situation salariale s'améliorer ; la faute, comme souvent, à des quotas de promotions bien insuffisants au regard de l'engagement qu'est celui de la très grande majorité des collègues pour la réussite de leurs élèves. Le SNES-FSU continue de dénoncer ces deux moments d'avancements accélérés dans la carrière qui ne font que reproduire les injustices de l'ancien système puisque l'institution doit utiliser des critères administratifs pour classer les collègues. Le SNES-FSU rappelle qu'il défend un avancement unique au rythme le plus favorable pour toutes et tous, et déconnecté de l'évaluation.

Des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, des salaires qui stagnent et un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser, voilà le quotidien et les perspectives d'avenir pour les enseignants français au 21^{e} siècle. Il faut être borné pour ne pas voir et comprendre que cela ne peut plus durer.

Le sentiment d'épuisement et de déclassement est largement partagé parmi les collègues. Les salaires des enseignants doivent être revalorisés et augmentés et sans aucune contrepartie. Que cela soit bien clair, nous ne réclamons pas de primes, synonymes de mise en concurrence des personnels, mais bien un dégel et une revalorisation du point d'indice qui puisse profiter à tous les agents des 3 versants de la Fonction Publique.

Pour terminer cette déclaration, nous souhaitons remercier les services pour l'élaboration et la transmission des documents. Il est plus que regrettable que ces échanges, essence même du paritarisme, fassent bientôt partie d'un temps révolu.